



**Avis du 3 Novembre 2020**

**Sur le projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.**

**Type de texte :** Avis

**Intitulé :** Avis sur le projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

**Adopté le :** 03/11/2020    **Lors d'une :** Par vote électronique à distance

**Vote :**

- Nombre de suffrages exprimés : **7 voix**
- Nombre ou % de voix POUR : **7 voix POUR**
- Nombre de personnes n'ayant pas pris part au vote : **6**

**Procédure de vote :** Voie électronique

**Type de saisine :** Obligatoire

# Sommaire

<b>Présentation du Comité de contrôle et de liaison Covid-19 (CCL-COVID19)</b>	3
Missions.....	3
Composition .....	3
Fonctionnement.....	4
<b>Présentation de la saisine</b> .....	5
Calendrier et échéances.....	5
Objet.....	5
<b>Mode d'élaboration de l'avis</b> .....	5
<b>Analyse pour avis</b> .....	6
1. Concernant la durée la conservation des données pseudonymisées traitées à des fins de surveillance épidémiologique et de recherche sur le virus jusqu'au 1er avril 2021.....	6
2. Concernant la remontée des résultats de l'ensemble des examens de dépistage virologique ou sérologique réalisés par des professionnels de santé et plus uniquement des seuls examens de dépistage réalisés par les laboratoires de biologie médicale.....	7
3. Concernant l'ajout de l'accompagnement social des personnes infectées et susceptibles de l'être comme finalité de Contact Covid (chapitre 1, article 1, III, 5° et article 3, VII) .....	8
4. Concernant la possibilité pour les organismes nationaux d'assurance maladie, la caisse nationale militaire de sécurité sociale, ainsi que les autres organismes de protection sociale (d') avoir recours à des sous-traitants pour les finalités prévues aux 2°, 3° et 5° du III du même article 1 (chapitre 1, article 1, IV) .....	8
5. Concernant la liste des catégories de données sur lesquelles portent Contact Covid, complétée par les données collectées dans le cadre de l'identification des cas contacts (chapitre 1, article 2).....	9
6. Concernant les ajouts à la liste des personnes autorisées à enregistrer et consulter l'ensemble des données traitées dans Contact Covid (chapitre 1, article 3).....	9
7. Concernant la modification des personnels et professionnels de santé des établissements autorisés à consulter les données qui sont relatives aux personnes prises en charge par leur établissement (chapitre 1, article 3).....	9
8. Concernant les ajouts de données enregistrées dans le traitement SI-DEP (chapitre 2, article 9). 10	
9. Concernant l'ajout à la liste des destinataires des données de SI-DEP, le service public d'information en santé (SPIS) (chapitre 2, article 10) .....	10
<b>Annexes</b> .....	11

\*\*\*

# Présentation du Comité de contrôle et de liaison Covid-19 (CCL-COVID19)

---

Compte tenu de la pandémie exceptionnelle du SARS-Cov2 (Coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère) ou Covid-19, il a été institué<sup>1</sup> un **Comité de contrôle et de liaison covid-19** (dénommé CCL-COVID19) chargé d'associer la société civile et le Parlement aux opérations de lutte contre la propagation de l'épidémie par suivi des contacts ainsi qu'au déploiement des systèmes d'information prévus à cet effet.

## Missions

Ce comité est chargé, par des audits réguliers :

1° D'évaluer, grâce aux retours d'expérience des équipes sanitaires de terrain, l'apport réel des outils numériques à leur action, et de déterminer s'ils sont, ou pas, de nature à faire une différence significative dans le traitement de l'épidémie ;

2° De vérifier tout au long de ces opérations le respect des garanties entourant le secret médical et la protection des données personnelles.

Le CCL-COVID19 a un rôle d'aide à la prise de décision. Il est consultatif et rend des avis simples, en toute indépendance, qui ne lient pas le Gouvernement.

Il est placé auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé.

Le comité déposera un rapport final qui doit être remis au plus tard cinq mois après la fin des systèmes d'information créés par la loi du 11 mai 2020. Les mandats des membres prendront fin un mois après la remise de ce rapport.

## Composition

Outre les deux députés et les deux sénateurs mentionnés au VIII de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 susvisée, le CCL-COVID19 comprend :

1° Un membre de la Conférence nationale de santé ;

2° Un membre du Conseil national de l'ordre des médecins ;

---

<sup>1</sup> Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu le décret n° 2020-572 du 15 mai 2020 relatif au Comité de contrôle et de liaison covid-19 ;

Vu l'arrêté du 26 mai 2020 portant nomination des membres du Comité de contrôle et de liaison covid-19 et vu les arrêtés du 4 et 12 juin 2020 portant nomination des membres parlementaires dudit comité ;

3° Un membre du comité de scientifiques mentionné à l'article L. 3131-19 du code de la santé publique ;

4° Un membre de la Commission nationale de biologie médicale ;

5° Un membre du Conseil national du numérique ;

6° Un membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ;

7° Un membre de la Société française de santé publique ;

8° Deux membres de l'Association France Assos Santé.

Soit un total de 13 membres.

## Fonctionnement

Le CCL-COVID19, aux fins de sa mission consultative, entretient tous échanges utiles avec les différentes structures (soient-elles sanitaires, académiques etc.) impliquées dans le traitement de l'épidémie Covid-19 via des systèmes d'informations numériques mentionnés au II de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

Le comité fixe son propre agenda de réunions. Il se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour assumer sa mission.

Il peut organiser ses travaux autour de formations réduites nommées : groupes de travail.

Dans le cadre de son travail de réflexion, le CCL-COVID19 rend des avis adoptés de manière collégiale par l'ensemble des membres ayant participé à leur rédaction. Quand il le juge utile, il rend compte des opinions divergentes.

Le Secrétariat est dévolu à la Direction générale de la santé (DGS), à travers son Service des politiques d'appui au pilotage et de soutien. Le secrétariat est compétent pour toutes sollicitations techniques, juridiques ou d'ordre intellectuel à l'appui des missions du comité.

\*\*\*

# Présentation de la saisine

---

## Calendrier et échéances

Le CCL-COVID19, par l'entremise de son président, a été saisi par le Directeur des affaires juridiques, Secrétariat général, Ministère des solidarités et de la santé, pour avis le 22 octobre 2020, par courrier (cf. annexe 1).

La saisine pour avis porte sur le projet de décret modifiant le [décret n° 2020-551 du 12 mai 2020](#) relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la [loi n° 2020-546 du 11 mai 2020](#) prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

## Objet

Il est précisé que l'avis du CCL-COVID19 « *est requis sur ce projet de décret, en application du 3e alinéa du I de l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, car il a entre autres pour objet de modifier les articles 3 et 10 du décret du 12 mai 2020 pour prolonger la durée la conservation des données pseudonymisées traitées à des fins de surveillance épidémiologique et de recherche sur le virus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021.*

*Il s'agit ainsi de tenir compte des modifications de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 précitée par l'article 3 du projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, actuellement en débat au Parlement, qui prévoit notamment que les traitements Contact Covid et SI-DEP peuvent être mis en œuvre pour la durée correspondant à celle de la période de sortie d'état d'urgence sanitaire, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021 ».*

## Mode d'élaboration de l'avis

---

La saisine (Annexe 1) du Directeur des affaires juridiques précisait les principales modifications présentes dans le projet de décret et portant sur les traitements Contact Covid et SI-DEP. De plus, 4 argumentaires venaient expliciter les finalités de ces modifications :

- Argumentaire relatif à la consultation par les personnels et professionnels de santé des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux des données relatives aux personnes prises en charge par leur établissement ;
- Argumentaire relatif au recours à la sous-traitance et à des intérimaires pour Contact Covid ;
- Argumentaire relatif à l'ajout de données traitées dans Contact Covid et SI-DEP ;
- Argumentaire relatif à l'ajout du Service public d'information en santé (SPIS) comme destinataire de SI-DEP.

Le Pr. RUSCH a informé les membres du CCL-COVID19 de cette saisine, et leur a transmis les documents correspondants, le 22 octobre. Il a été demandé aux membres du Comité de transmettre leurs remarques et réflexions.

Une première synthèse des contributions a été réalisée lors de la séance hebdomadaire du CCL-COVID19, le mardi 27 octobre 2020. Le CCL-COVID19 a demandé un échange complémentaire avec les services du Ministère concernés afin de préciser différents éléments. Cet échange s'est déroulé le 30 octobre 2020.

À partir des contributions et propositions d'amendements reçues des membres du comité, un projet d'avis a été soumis aux membres du CCL-COVID19 pour vote électronique à distance, le 03 novembre 2020.

L'avis a été adopté par 7 voix POUR au 03 Novembre 2020.

L'avis présente les remarques et amendements, points d'attention et éléments de surveillance, que les membres ont jugé d'intérêt de communiquer.

## Analyse pour avis

---

### **1. Concernant la durée la conservation des données pseudonymisées traitées à des fins de surveillance épidémiologique et de recherche sur le virus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021.**

Le CCL-COVID19 prend acte de la formulation retenue « *jusqu'à la date prévue au premier alinéa du 1 ... article 11* » de la loi du 11 mai 2020, utilisée à plusieurs reprises dans le projet de décret (articles 1, 3, 5, 8, 10 et 11, pour définir la période permettant la modification des systèmes d'information et/ou la conservation des données. Les perspectives quant à la dynamique de la pandémie Covid19 imposent un allongement des mesures de lutte contre celle-ci.

Le CCL-COVID19 a déjà souligné, à plusieurs reprises, l'importance qu'il accorde à une conservation des données à des fins de recherche sur une durée pertinente au regard de cette finalité.

Ainsi, dans son [avis du 15 septembre 2020](#), le CCL-Covid19 déplorait déjà « *l'écart entre le souhait de faciliter les finalités de recherche de la part du législateur d'une part, et les durées limitées de quelques mois retenues pour y parvenir d'autre part. Cet écart prive de fait la collectivité de connaissances qui ne pourront voir le jour dans les délais prévus, ce qui peut apparaître comme une perte de chance importante, à la fois immédiate et future, en vue de la connaissance du phénomène épidémique.*

Le CCL-Covid recommande une prolongation supplémentaire de cette durée de conservation des données, au-delà de 6 mois, à compter de la fin de l'état d'urgence sanitaire. Comme pour toute recherche en santé, cette conservation doit se faire, dans des conditions qui assurent le respect de la confidentialité et de la sécurité des données personnelles ».

## **2. Concernant la remontée des résultats de l'ensemble des examens de dépistage virologique ou sérologique réalisés par des professionnels de santé et plus uniquement des seuls examens de dépistage réalisés par les laboratoires de biologie médicale.**

Le projet de décret intègre le déploiement des nouveaux tests antigéniques. Ainsi, une nouvelle formulation « *examens de dépistage virologique ou sérologique ... du covid-19* » est proposée (articles 1, 3, 8, 9, 10) pour remplacer la précédente formulation « *examens de biologie* » ou « *examens de dépistage du Covid-19* ».

Le CCL-COVID19 considère que cette nouvelle formulation est inadaptée, car elle génère en effet une ambiguïté, en laissant supposer que les tests ne sont pas pris en compte dans les outils biologiques du dépistage. Selon la terminologie en vigueur, les examens de biologie sont réalisés dans un laboratoire de biologie médicale (LBM) et sont soumis à la réglementation sur l'accréditation par le Comité français d'accréditation (COFRAC). Ils regroupent les examens de dépistage par RT-PCR ou par dosage antigénique (antigènes du virus). Les examens sérologiques dosent les anticorps dirigés contre les antigènes du virus SARS-COV-2. Ils ne sont pas à proprement parler des examens de dépistage et sont utilisés, selon les recommandations de la HAS, pour des situations de diagnostic de rattrapage de la maladie ou à des fins épidémiologiques.

Les tests sont des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (DMDIV) avec dans le contexte de la crise sanitaire une utilisation pour le dépistage selon deux situations possibles :

- Le Test de Détection Rapide (TDR) est réalisé par un LBM pour rendre un résultat qualitatif ou semi-quantitatif. Ce résultat constitue un EBM (Examen de Biologie Médicale) rendu par un LBM.
- Le Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) est mis en œuvre par des professionnels de santé (Médecin, Pharmacien, Infirmier, etc..) en dehors d'un LBM. Il n'y a alors pas de compte-rendu (CR) de résultats. Ces examens ne sont pas dans le périmètre de la Biologie Médicale au sens de l'Ordonnance de janvier 2010.

**Le CCL-COVID19 propose donc la formulation suivante : « *examens de biologie médicale de dépistage virologique et tests de dépistage virologique du Covid 19* » sans y associer le terme sérologique.**

Afin que le texte du décret et celui de la loi coïncident, il serait souhaitable que l'article 3 du projet de loi en cours de discussion qui modifie l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions soit rédigé de la même manière que celle du décret qui est la plus précise sur le plan de la terminologie.

Son 2° est ainsi rédigé actuellement dans le projet de loi : « **Le II est ainsi modifié : a) Le 1° est ainsi modifié :**

- **à la première phrase, les mots : « *des examens de biologie ou* » sont remplacés par les mots : « *d'examen de dépistage virologique ou sérologique ou d'examen* ».**



La proposition est de reprendre dans la loi, comme le propose le **CCL-COVID19** pour la rédaction du décret, la terminologie suivante « **examens de biologie médicale de dépistage virologique et tests de dépistage virologique du Covid 19** ».

### **3. Concernant l'ajout de l'accompagnement social des personnes infectées et susceptibles de l'être comme finalité de Contact Covid (chapitre 1, article 1, III, 5° et article 3, VII).**

Dans son [avis du 15 septembre 2020](#), le CCL-COVID19 avait formulé une recommandation portant sur « *Des SI non adaptés à la situation des personnes éloignées du système de soins* ».

**Le CCL-COVID19 est favorable à l'individualisation d'une 5<sup>ème</sup> finalité spécifiquement axée sur l'accompagnement social des personnes infectées et susceptibles de l'être (chapitre 1, article III, 5°).** À l'article 3, VII, il est précisé que « *Sont destinataires des données d'identité et des coordonnées téléphoniques des personnes mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article 2, sous réserve du consentement de personnes intéressées, les cellules des préfectures dédiées à l'accompagnement social des personnes* ».

Le CCL-COVID19 regrette que seules les cellules dédiées des préfectures soient indiquées et retenues comme destinataires des données d'identité et des coordonnées téléphoniques.

Le CCL-COVID19 craint que l'information qui sera faite, lors de la demande de consentement pour l'accompagnement social, auprès de certaines personnes vulnérables, concernant l'identité du destinataire des données personnelles (les cellules dédiées des préfectures), entraîne des refus de consentement.

**Le CCL-COVID19 demande à ce que des structures associatives puissent être également destinataires des données.**

### **4. Concernant la possibilité pour les organismes nationaux d'assurance maladie, la caisse nationale militaire de sécurité sociale, ainsi que les autres organismes de protection sociale (d') avoir recours à des sous-traitants pour les finalités prévues aux 2°, 3° et 5° du III du même article 1 (chapitre 1, article 1, IV).**

Le CCL-COVID19 souligne l'enjeu essentiel que constitue l'effectivité et la rapidité d'un parcours « *Tester-Tracer-Isoler* » (ou « *Tester-Alerter-Protéger* »).

Le CCL-COVID19 prend acte de l'impossibilité pour l'Assurance maladie de mobiliser un nombre suffisant de salariés (et/ou de recruter des personnels en Contrat à Durée Déterminée) au regard de l'évolution de l'épidémie et du maintien des activités essentielles pérennes des Caisses primaires d'assurance maladie.

Le CCL-COVID19 constate que le recours à des sous-traitants est déjà autorisé pour les ARS (article 14) « *pour exercer, dans les conditions prévues à l'article 28 du règlement (UE) du 27 avril 2016 susvisé, les missions de réalisation des enquêtes sanitaires, d'orientation, de suivi et d'accompagnement des personnes et de surveillance épidémiologique* ».



Le CCL-COVID19 émet un avis favorable au recours à des intérimaires ou des sous-traitants sous réserve de la mise en œuvre effective des contrôles permettant de s'assurer du respect du secret médical et de la protection des données personnelles.

Le CCL-COVID19 demande à ce que qu'un contrat « type » vis-à-vis des éventuels sous-traitants soit formalisé.

Le CCL-COVID19 demande à ce que les contrats, déjà conclus ou qui seront conclus, avec les sous-traitants par les ARS ou par l'Assurance maladie lui soient adressés dans les meilleurs délais.

#### **5. Concernant la liste des catégories de données sur lesquelles portent Contact Covid, complétée par les données collectées dans le cadre de l'identification des cas contacts (chapitre 1, article 2).**

Le CCL-COVID19 émet un avis favorable aux ajouts à l'article 2, II, 1°, j) et 2°, j).

Le CCL-COVID19 émet un avis favorable aux ajouts à l'article 2, II, 1° k) et 2°, k).

Le CCL-COVID19 demande pour les ajouts à l'article 2, II, 1° l) et 2°, l) que les catégories de rassemblement soient définies (ex. : rassemblement festif).

Le CCL-COVID19 demande pour les ajouts à l'article 2, II, 1° q), r), s) que les objectifs épidémiologiques soient mieux précisés. De plus, le CCL-COVID19 considère que le choix de la période de « quatorze jours » est incohérent et source d'incompréhension au regard des recommandations concernant la durée d'isolement (7 jours).

#### **6. Concernant les ajouts à la liste des personnes autorisées à enregistrer et consulter l'ensemble des données traitées dans Contact Covid (chapitre 1, article 3).**

Sous réserve des contrôles et des demandes formulées concernant la modification du « chapitre 1, article 1, IV », le CCL-COVID19 émet un avis favorable aux ajouts à l'article 3.

#### **7. Concernant la modification des personnels et professionnels de santé des établissements autorisés à consulter les données qui sont relatives aux personnes prises en charge par leur établissement (chapitre 1, article 3).**

Le CCL-COVID19 émet un avis favorable aux ajouts à l'article 3.

## **8. Concernant les ajouts de données enregistrées dans le traitement SI-DEP (chapitre 2, article 9).**

**Le CCL-COVID19 émet un avis favorable aux ajouts à l'article 9.**

## **9. Concernant l'ajout à la liste des destinataires des données de SI-DEP, le service public d'information en santé (SPIS) (chapitre 2, article 10).**

Il s'agit à partir de certaines données issues de SI-DEP, de publier sur le site internet « Santé.fr », en plus des coordonnées des laboratoires d'analyse médicale ou des sites transitoires référencés par les ARS, les coordonnées des professionnels qui pratiquent l'ensemble des tests disponibles (y compris les tests antigéniques). Cette publication doit permettre à la population d'être informée en temps réel des lieux auxquels les personnes qui le souhaitent, ou qui le doivent, peuvent se rendre pour se faire dépister au SARS-COV-2.

**Sur la question du respect des garanties entourant le secret médical et de la protection des données personnelles, le CCL-COVID19 n'a pas d'observation à formuler sur les données mentionnées aux 4° et 6° de l'article 9 mentionné dans le projet de décret dès lors qu'il n'est pas prévu de transmission à partir de SI-DEP de données nominatives de patients.**

**Sur la question de l'utilisation des données transmises par SI-DEP vers SPIS au service d'une cartographie des lieux de dépistage, le CCL-COVID19 émet un avis défavorable en l'état :**

La mise à disposition du grand public des informations sur les lieux permettant un dépistage du SARS-COV-2, sous la forme de cartographies, doit certes permettre une meilleure orientation des personnes. Cependant cette orientation ne s'appuie pas sur les recommandations HAS d'utilisation des différents tests et examens de dépistage du SARS-COV-2. Ainsi, un patient atteint de la COVID-19 avec des symptômes datant de plus de 4 jours, pourrait être orienté, en privilégiant un simple critère de proximité, vers un lieu de dépistage utilisant un test antigénique.

**Le CCL-COVID19 demande qu'une réflexion soit menée, avant la diffusion des lieux de dépistage par test antigénique sur « Santé.fr », quant aux informations devant être associées, pour permettre une orientation pertinente et éclairée de l'utilisateur, au regard des recommandations de la HAS. À défaut, la cohérence de la stratégie de dépistage s'en trouvera fragilisée.**

## Annexe 1 – Courrier de saisine de la Direction des affaires juridiques



MINISTRE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE  
MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION  
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Direction des affaires juridiques  
(DAJ)

Paris, le 22 octobre 2020

Le directeur des affaires juridiques

Le directeur

3

Monsieur Emmanuel RUSCH  
Président du Comité de contrôle et  
de liaison covid-19

**Objet :** Saisine pour avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

**Pièces jointes :**

- projet de décret :
  - argumentaire relatif à la modification des articles 1<sup>er</sup> et 3 du décret du 12 mai 2020 (recours à la sous-traitance et à des intérimaires dans le cadre de Contact Covid) ;
  - argumentaire relatif à la modification de l'article 3 du décret du 12 mai 2020 (consultation par les personnels et professionnels de santé des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux des données relatives aux personnes prises en charge par leur établissement) ;
  - argumentaire relatif à la modification des articles 2 et 9 du décret du 12 mai 2020 (ajout de données traitées dans Contact Covid et SI-DEP).
  - argumentaire relatif à la modification de l'article 10 du décret du 12 mai 2020 (ajout du SPIS à la liste des destinataires des données pseudonymisées de SI-DEP)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis de votre Commission un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

Votre avis est requis sur ce projet de décret, en application du 3e alinéa du I de l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, car il a entre autres pour objet de modifier les articles 3 et 10 du décret du 12 mai 2020 pour prolonger la durée la conservation des données pseudonymisées traitées à des fins de surveillance épidémiologique et de recherche sur le virus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021.

14, avenue Duquesne  
75350 PARIS SP 07  
Secrétariat : 01 40 56 65 57

de l'état d'urgence sanitaire et portant  
ment en débat au Parlement, qui prévoit  
peuvent être mis en œuvre pour la durée  
ce sanitaire, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021.

modifie également les traitements Contact

modifiés pour permettre la remontée des virologique ou sérologique réalisés par les seuls examens de dépistage réalisés et ajouter l'accompagnement social des et finalité de Contact Covid.

prévoir que les organismes nationaux de sécurité sociale, ainsi que les autres recours à des sous-traitants pour les article 1er (identification des cas contacts, ées et des cas contact dans la mise en phylactiques, et accompagnement social

ories de données sur lesquelles portent  
lectées dans le cadre de l'identification  
aires auprès des établissements recevant  
est ajoutée à la liste des données traitées  
ntements dans lesquels la personne s'est  
(des régions), la fréquentation dans les  
universitaire, d'un établissement recevant  
ant établi un protocole sanitaire, d'un  
nent de plus de dix personnes auquel une  
s jours : le cas échéant, pour un patient  
pendant les quatorze derniers jours et  
elon laquelle la personne a eu un contact

séjournera pendant les sept jours suivant la

des destinataires des données de SI-DEP le

en vigueur du projet de loi autorisant la  
t diverses mesures de gestion de la crise  
i devrait faire l'objet d'un examen et d'une

publication de ce décret est nécessaire pour  
é de bien vouloir rendre un avis dans les

En l'absence de ma respectueuse considération.

directeur des affaires juridiques

Charles TOUBOUL

- avec une personne infectée ou présentant les symptômes d'infection au covid-19 au cours des quatorze derniers jours.
- L'article 3 du décret du 12 mai 2020 est modifié pour ajouter à la liste des personnes autorisées à enregistrer et consulter l'ensemble des données traitées dans Contact Covid, les sous-traitants des organismes nationaux d'assurance maladie, de la caisse nationale militaire de sécurité sociale, ainsi que des autres organismes de protection sociale, ainsi que les personnes mises à disposition par une entreprise de travail temporaire en application des articles L. 1251-42 du code du travail des organismes nationaux et locaux d'assurance maladie, de la caisse nationale militaire de sécurité sociale et des autres organismes de protection sociale.
  - Ce même article 3 est modifié pour préciser que les personnels et professionnels de santé des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés au 3° du II sont autorisés à consulter les données qui sont relatives aux personnes prises en charge par leur établissement.
  - L'article 9 du décret du 12 mai 2020 est modifié pour compléter les données enregistrées dans le traitement SI-DEP par les données suivantes : mention 'un personne a séjourné à l'étranger avec indication du pays le cas échéant, mention 'un personne a fait l'objet d'un dépistage dans le cadre d'une campagne organisée par l'agence régionale de santé, et